

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :

083-248300543-20221215-lmc1183820-DE-1-1

Date de validation par la préfecture : mardi 20 décembre 2022

Date d'affichage : 22/12/2022

## CONSEIL METROPOLITAIN DU JEUDI 15 DÉCEMBRE 2022

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 15 décembre 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
66	12	3
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p align="center"><b>N° 22/12/376</b></p> <p align="center"><b>FONDS DE SOUTIEN A LA PRODUCTION CINEMATOGRAPHIQUE, AUDIOVISUELLE ET NOUVEAUX MEDIAS - MODIFICATION DU CADRE D'INTERVENTION ET MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES</b></p>		

### PRESENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Laurent JEROME, Mme Isabelle MONFORT, M. Franck CHOUQUET, M. Jean-Louis MASSON, M. Yann TAINGUY, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Valérie RIALLAND, Mme Nadine ESPINASSE, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Chantal PORTUESE, Mme Amandine LAYEC, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Coïnnne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, M. Joël TONELLI, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, M. Guillaume CAPOBIANCO, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, Mme Valérie BATTESTI, M. Philippe BERNARDI, M. Laurent CUNEO, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Pascale JANVIER, M. Erick MASCARO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Philippe LEROY, Mme Béatrice BROTONS, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Anne-Marie METAL, M. Christian SIMON, M. Gilles BALDACCHINO.

### REPRESENTES :

Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Hervé STASSINOS ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, Mme Dominique ANDREOTTI ayant donné pouvoir à Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Christophe MORENO ayant donné pouvoir à Mme Pascale JANVIER, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à M. Yannick CHENEVARD, Mme Basma BOUCHKARA ayant donné pouvoir à Mme Chantal PORTUESE, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN.

### ABSENTS :

M. Emilien LEONI, M. Mohamed MAHALI, M. Michel DURBANO.

## **Séance Publique du 15 décembre 2022**

**N° D' O R D R E : 22/12/376**

**O B J E T : FOND S DE SOUTIEN A LA PRODUCTION  
CINEMATOGRAPHIQUE, AUDIOVISUELLE ET  
NOUVEAUX MEDIAS - MODIFICATION DU CADRE  
D'INTERVENTION ET MODALITES D'ATTRIBUTION  
DES AIDES**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°20/07/71 du Conseil Métropolitain du 21 juillet 2020 portant adoption du Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 21/09/272 du Conseil Métropolitain du 30 septembre 2021 portant adoption du projet métropolitain de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 21/12/415 du Conseil Métropolitain du 16 décembre 2021 portant création du fonds de soutien à la production cinématographique, audiovisuelle et nouveaux médias et définition des modalités d'attribution des aides,

**VU** la délibération n°22/12/375 du Conseil Métropolitain du 15 décembre 2022 portant autorisation de signature de la convention d'application du SRDEII 2022-2028 avec la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur fixant les conditions d'intervention complémentaire dans le cadre de l'octroi des aides économiques,

**VU** l'avis de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du 1<sup>er</sup> décembre 2022,

**VU** le cadre d'intervention du fonds de soutien à la production cinématographique, audiovisuelle et nouveaux médias de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, modifié, ci-joint,

**VU** la convention type d'aide à la production modifiée et ses annexes, ci-jointes,

**CONSIDERANT** que la Métropole souhaite développer et structurer la filière cinéma et audiovisuel sur le territoire, conformément aux axes définis dans son projet métropolitain,

**CONSIDERANT** que l'accueil des tournages sur le territoire participe au dynamisme et à l'attractivité du territoire en générant des retombées économiques, touristiques et d'image,

**CONSIDERANT** que dans ce cadre, la Métropole a créé un fonds de soutien à la production cinématographique, audiovisuelle et nouveaux médias au 1<sup>er</sup> janvier 2022 permettant d'accorder, le cas échéant, une aide financière aux sociétés de production cinématographique et audiovisuelle et développer ainsi l'attractivité du territoire auprès des professionnels,

**CONSIDERANT** qu'au regard de la première année de déploiement du fonds, il convient d'une part de faire évoluer le cadre d'intervention, et, d'autre part, d'augmenter la dotation financière du fonds,

**CONSIDERANT** que chaque aide ainsi attribuée à une société de production s'inscrira dans le cadre d'intervention ci-joint et fera l'objet d'une convention avec la société bénéficiaire définissant les conditions et les modalités du versement de l'aide accordée par la Métropole,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** les modifications apportées au cadre d'intervention du fonds de soutien à la production cinématographique et audiovisuelle et nouveaux médias, et à la convention type d'aide à la production.

### **ARTICLE 2**

**D'ADOPTER** le cadre d'intervention et la convention ainsi modifiés, ci-joints.

### **ARTICLE 3**

**DE PORTER** à 130 000 € le montant de l'enveloppe budgétaire dédiée et **DE DIRE** que les crédits seront disponibles dans cette limite au budget principal 2023 (et suivants) sur l'opération 16123 « Fonds de soutien aux sociétés de productions audiovisuelles et cinématographiques », fonction 633, article 2042.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 15 décembre 2022

Hubert FALCO

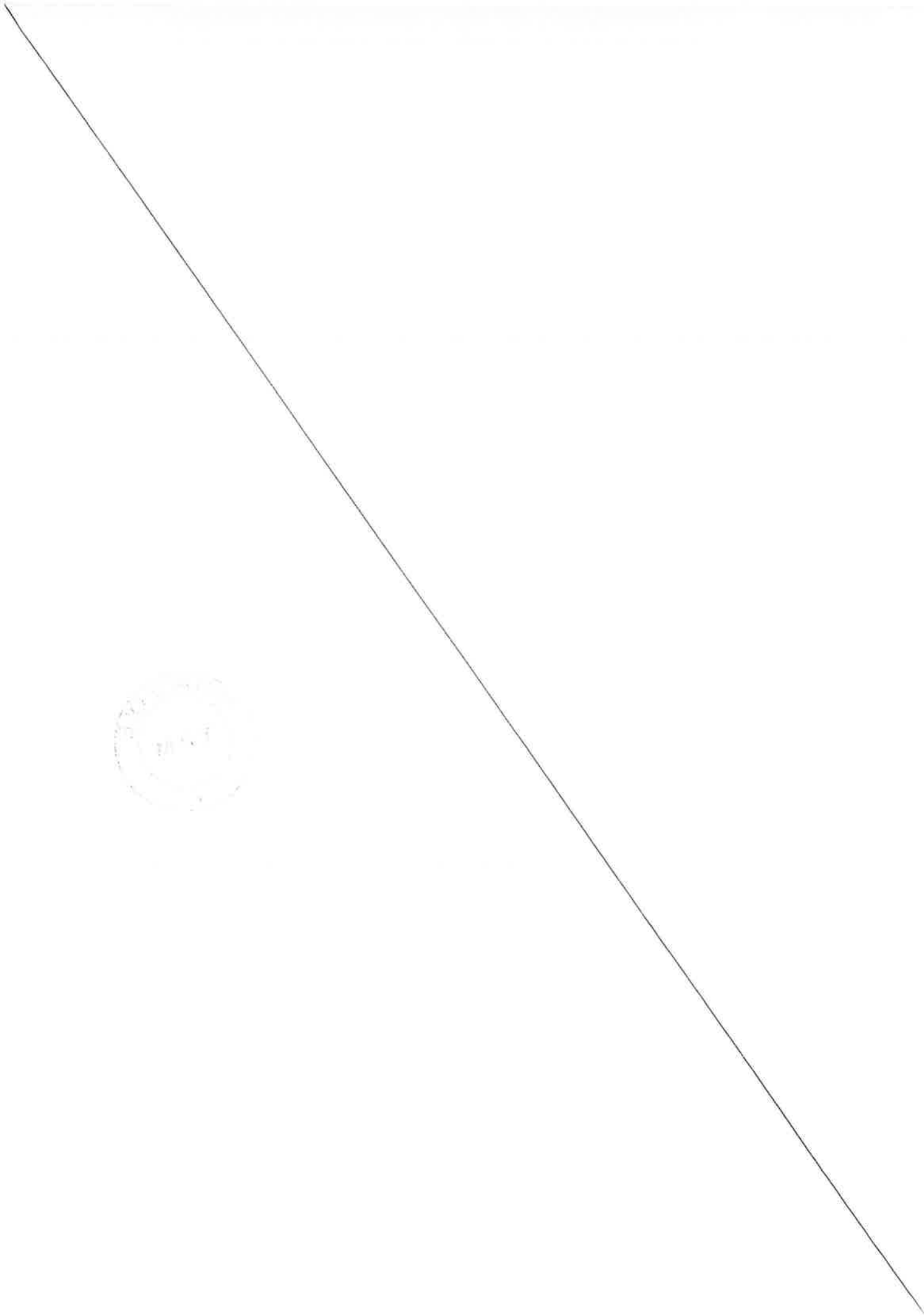
Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

POUR 78

CONTRE 0

ABSTENTION 0





## **FONDS DE SOUTIEN À LA PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE, AUDIOVISUELLE ET NOUVEAUX MÉDIAS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

### **CADRE D'INTERVENTION**

Le Fonds d'aide à la production cinématographique, audiovisuelle et nouveaux médias de la Métropole Toulon Provence Méditerranée vise à contribuer :

- ✓ Au dynamisme et à l'attractivité du territoire en favorisant l'accueil et la localisation des tournages générateurs d'emploi, de retombées économiques, touristiques et d'image.
- ✓ Au développement des industries culturelles et créatives et plus particulièrement à la structuration et au développement de la filière cinéma et audiovisuel sur le territoire métropolitain.
- ✓ Au soutien des œuvres de qualité, originales et innovantes ;
- ✓ A l'émergence de nouveaux talents ;

### **LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

L'intervention de la Métropole est conditionnée par l'intervention préalable de la Région ; les aides versées à des sociétés de production audiovisuelle et cinématographique constituant des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT.

En application de ces dispositions, l'intervention de la Métropole ne peut donc être que complémentaire de celle de la Région, qui est la collectivité chef de file en la matière (Délibération n° 18/09/275 du Conseil Métropolitain du 21 septembre 2018 approuvant les termes de la convention d'application du SRDEII fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud PACA dans le cadre des aides économiques) et s'inscrire dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis (catégorie d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité) prolongé jusqu'au 31/12/2023 (par le Règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020).

L'entreprise bénéficiaire de cette aide pourra percevoir au maximum 200 000 € d'aide publique relevant du régime de minimis sur une période de 3 ans, aide qui devra nécessairement revêtir un intérêt économique général pour le territoire.

## **LES CONDITIONS D'ORGANISATION DES APPELS A PROJETS**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée initie chaque année un appel à projets qui fixe le calendrier de dépôt et d'instruction des demandes. Les appels à projets sont publiés via le site internet de la Métropole, le site internet du Bureau des Tournages, les réseaux sociaux, les mailings...

Les projets déposés, répondant aux critères d'éligibilité et de recevabilité, sont étudiés par la Commission Cinéma TPM, constituée par arrêté n° 22/52 pour une durée de 3 ans, renouvelable par nouvel arrêté.

La commission Cinéma TPM sélectionne les projets et valide les montants de participation de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Le service Accueil des Tournages de la Métropole assure le secrétariat de la commission cinéma TPM et assiste aux séances de la commission sans pouvoir exprimer d'avis.

Les projets retenus font l'objet d'une décision attributive votée par les instances décisionnaires de la Métropole. Les aides à la production prennent la forme d'une aide à l'investissement versée à la structure porteuse du projet et signataire ou co-signataire du contrat d'auteur.

Les porteurs de projet sont informés par l'envoi d'une convention d'aide à la production. L'octroi de l'aide est subordonné à la signature de cette convention.

## **LES CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ DES DEMANDEURS OU PORTEURS DE PROJETS**

Les bénéficiaires sont des sociétés de production disposant :

- ✓ D'un code APE 5911 (production) ; ou d'un code APE en rapport avec ce type d'activité ;
- ✓ D'un siège social en France ou dans un autre état membre de l'Union Européenne (les sociétés de production doivent disposer d'un établissement principal ou secondaire stable en France au moment du versement de l'aide) ;
- ✓ Pour les projets de documentaires, les candidatures pourront être déposées par des associations dont l'activité principale est la production d'œuvres audiovisuelles.
- ✓ Société porteuse du projet et signataire ou cosignataire du contrat d'auteur.

## **LES CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ DES ŒUVRES**

Ce dispositif concerne les œuvres dont l'obtention d'agrément des investissements, si requise, est garantie :

- ✓ Les œuvres cinématographiques de longue durée telles que définies à l'article D.210-1 du Code du cinéma et de l'image animée destinées aux salles de cinéma : fiction, documentaire ou animation ;
- ✓ Les œuvres cinématographiques de courte durée telles que définies à l'article D.210-2 du Code du cinéma et de l'image animée : fiction, documentaire ou animation ;



- ✓ Les œuvres audiovisuelles telles que définies par l'article 4 du décret N°90-66 du 17 janvier 1990 : documentaires de création, œuvres de fiction et d'animation télévisées, œuvres pour les nouveaux médias ou web (de longue durée, courte durée, unitaire ou série) ;

## **LES CRITERES DE RECEVABILITE DES DEMANDES**

Seront recevables les demandes

- ✓ Justifiant d'un récépissé de dépôt du dossier à la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur ou d'un avis définitif d'aide à la production de la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur
- ✓ Ne dépassant pas les seuils d'intensité d'aide publique (critères définis dans le cadre d'intervention de la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur) ;
- ✓ Dont les dossiers sont réputés complets et déposés dans les délais impartis conformément aux appels à projets initiés par la Métropole Toulon Provence.

## **LES CRITÈRES D'APPRÉCIATION**

L'aide métropolitaine est une aide sélective qui tient compte de l'intérêt culturel des œuvres présentées et des enjeux économiques pour le territoire métropolitain.

Les critères d'appréciation, non cumulatifs et non exhaustifs, sont les suivants :

- ✓ La qualité d'écriture du scénario (point de vue original de l'auteur, qualité narrative), le potentiel innovant du projet artistique, la proposition formelle de mise en image ;
- ✓ L'intérêt du sujet traité et la filmographie du réalisateur ;
- ✓ La contribution à l'émergence de talents et à la diversité de création ;
- ✓ Le lien culturel ou géographique avec le territoire ;
- ✓ Les retombées économiques directes pour le territoire en termes de dépenses liées à la fabrication du film ;
- ✓ L'appel aux ressources locales techniques (prestataires de services, loueurs, studios...), humaines (techniciens, comédiens et étudiants stagiaires...) et naturelles (décors) du territoire ;
- ✓ La durée du tournage sur le territoire métropolitain ;
- ✓ La présence d'un diffuseur ou d'un distributeur dans le financement de l'œuvre ;
- ✓ Les productions s'inscrivant dans une démarche ECOPROD ou intégrant une clause d'insertion.

## LES PLAFONDS DES AIDES

Les montants des aides à la production sont plafonnés et varient en fonction du type d'aide sollicitée :

- ✓ Long-métrage de fiction et d'animation : jusqu'à 50 000 €
- ✓ Long-métrage documentaire : jusqu'à 15 000 €
- ✓ Court-métrage de fiction et d'animation, documentaire : jusqu'à 10 000 €
- ✓ Unitaire TV : jusqu'à 20 000 €
- ✓ Série TV : jusqu'à 50 000 €
- ✓ Documentaire TV : jusqu'à 10 000 €
- ✓ Nouveaux médias, web : jusqu'à 10 000 €

Sous réserve de la disponibilité des crédits.

## LES MODALITES DE LA CONVENTION D'AIDE A LA PRODUCTION

La convention entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le bénéficiaire précise les modalités et conditions du financement. La nomenclature des dépenses éligibles est annexée à ladite convention.

L'aide financière est liquidée de la manière suivante :

- 50 % au premier jour de tournage attesté par la feuille de service ou l'attestation de début de tournage
- le solde après transmission d'un état récapitulatif certifié des dépenses, accompagné des pièces justificatives permettant de justifier la réalisation de dépenses sur le territoire métropolitain :
  - d'au moins 150 % du montant de l'aide, pour les aides à la production de longs métrages (fiction, documentaire et animation) et d'unitaires ou séries télévisées (fiction, documentaire et animation) ou de projets pour les nouveaux médias ou web,
  - d'au moins 125 % du montant de l'aide, pour les aides à la production de courts métrages (fiction, animation et documentaire).

Dans tous les cas l'aide économique accordée ne pourra pas dépasser 80 % du budget global de la production,

Chaque versement est effectué sur demande du bénéficiaire qui certifie de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Si le scénario ou le projet débouche sur une œuvre audiovisuelle ou cinématographique telle qu'un film, les coûts de pré-production seront intégrés au budget global et pris en compte dans le calcul de l'intensité de l'aide.

Si la dépense réalisée n'atteint pas le montant total prévisionnel de l'opération tel que mentionné dans la convention, le montant de l'aide est recalculé au prorata des dépenses réellement engagées.

Les sociétés de production s'engagent à réaliser leur projet dans un délai de 5 ans à compter de la date de vote de l'aide. En cas de dépassement du délai de réalisation fixé dans la convention, l'aide devient caduque et l'acompte est restitué à la Métropole Toulon Provence Méditerranée (possibilité d'avenant de prorogation de la durée de réalisation).

La convention fait apparaître notamment l'engagement de la production à faire figurer au générique de début et de fin de film et sur tous les documents promotionnels, la mention « Avec le soutien de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ». La production informera la Métropole des dates de diffusion, des sélections et récompenses éventuelles en festival.

La production devra fournir, selon les modalités prévues par le code de la propriété intellectuelle, des éléments libres de droits à la Métropole Toulon Provence Méditerranée (photos plateaux, affiches...). La production devra déposer gratuitement deux Blu-Ray ou lien hypertexte (œuvre pour la WEB création pour un usage non commercial de l'œuvre). Ces derniers feront l'objet d'un dépôt à la Métropole Toulon Provence Méditerranée – bureau d'accueil des tournages dans un souci de conservation du patrimoine cinématographique et audiovisuel.

Ce dispositif est cumulable à d'autres aides métropolitaines, régionales et nationales.

**CONVENTION D'AIDE A LA PRODUCTION  
TYPE D'OEUVRE**

**Nom de l'œuvre**

**ENTRE**

La **Métropole « Toulon Provence Méditerranée »**, dont le siège est situé 107 boulevard Henri Fabre à Toulon, représentée par son Président en exercice, Monsieur Hubert Falco autorisé en application de la décision n°XX du bureau métropolitain du 27 juin 2022,

ci-après dénommé « **la Métropole TPM** »

**d'une part,**

**ET**

La **structure de production XXX**, dont le siège social est situé XXX, dont le N° de SIRET est XXX et le code NAF/APE est XXX représentée par XXX son représentant, dûment habilité à cet effet,

ci-après dénommé « **le Bénéficiaire** »

**d'autre part.**

**Préambule**

*Conformément aux axes définis dans son projet métropolitain adopté le 30 septembre 2021, la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite développer et structurer la filière « cinéma et audiovisuel » sur son territoire. En effet, l'accueil des tournages participe à son dynamisme, favorise son attractivité et génère des retombées économiques directes et indirectes.*

*La Métropole dispose d'un bureau métropolitain des tournages qui a pour mission de développer une offre de services attractive et de promouvoir le territoire en sensibilisant les producteurs et réalisateurs à la richesse et la diversité de ses décors.*

*La Métropole souhaite poursuivre le développement cette filière en développant un fonds de soutien aux sociétés de production cinématographique et audiovisuelle ayant choisi le territoire métropolitain comme lieu de tournage.*

*Ce soutien permet de conforter la filière sur le territoire en favorisant l'embauche d'une main-d'œuvre locale, de développer l'attractivité de la Métropole par une visibilité accrue et de favoriser le tourisme et des retombées économiques directes et indirectes.*

*Ces aides ainsi accordées par la Métropole constituent des aides économiques au sens des dispositions de l'article L.1511-2 du CGCT et s'inscrivent dans le cadre du règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 de la Commission européenne relatif aux aides de minimis, modifié par le règlement (UE) n°2020-972 de la Commission européenne du 2 juillet 2020.*

*L'intervention de la Métropole Toulon Provence Méditerranée est conditionnée à l'intervention préalable de la Région Sud-Paca, qui est la collectivité chef de file en la matière et s'appuie sur la convention d'application du SRDEII entre la Région et la Métropole fixant les conditions de leur intervention complémentaire de coopération dans le cadre des aides économiques. Cette possibilité de cumul est prévue par le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014.*

## **Article 1 – Objet de la convention et montant de l'aide**

Dans le cadre du fonds d'aide à la production cinématographique, audiovisuelle et nouveaux médias, la Métropole TPM attribue, en complément de l'aide régionale, une aide financière d'un montant de XXXXX € au Bénéficiaire pour le projet suivant :

- Type d'œuvre :
- Titre provisoire : XXX
- Auteurs : XXXX
- Réalisateurs : XXX
- Date de début de tournage sur le territoire métropolitain : XXX
- Principaux lieux de tournage sur le territoire métropolitain : XXX-
- Date prévisionnelle de sortie de l'œuvre : XXX

## **Article 2 – Modalités de versement de l'aide**

L'aide financière est liquidée de la manière suivante :

- 50 % au premier jour de tournage attestée par la feuille de service ou l'attestation de début de tournage,
- Le solde après transmission d'un état récapitulatif certifié des dépenses du film, accompagné des pièces justificatives, permettant de justifier qu'au moins XXX% de l'aide économique (soit XXX € HT), ont été dépensés sur le territoire métropolitain.
- Les dépenses éligibles relatives à cet état récapitulatif sont définies par la nomenclature ci-jointe (annexe 1).
- Dans tous les cas l'aide économique accordée ne pourra pas dépasser 80 % du budget global de la production,

En cas de coproduction, les comptes pourront être remis par le coproducteur (ou partagés entre les coproducteurs) sous réserve d'avoir fourni le contrat de coproduction. Il est à noter que les aides à la production sont des aides à l'investissement qui doivent être prises en compte en tant que telles dans la comptabilité de la structure.

## **Article 3 – Présentation des pièces justificatives**

Toutes les pièces justificatives doivent être signées par la personne dûment habilitée à engager l'organisme et préciser le nom et la qualité du signataire.

#### **Article 4 – Délai de validité de l'aide**

Le bénéficiaire dispose d'un délai de 5 ans à compter de la date de vote de l'aide pour transmettre les pièces justificatives, soit jusqu'au XXX, le cachet de la poste ou le récépissé de dépôt délivré par les services métropolitains faisant foi.

Si le Bénéficiaire constate un retard dans la réalisation du projet, il peut demander une prorogation du délai de validité de l'aide accordée. Pour cela, il doit adresser à la Métropole TPM, par écrit et en recommandé avec accusé de réception, une demande argumentée au moins 4 mois avant l'expiration du délai de validité de l'aide. Pour être considérée comme acceptée par la Métropole TPM, la demande de prorogation doit faire l'objet d'un vote de l'Assemblée délibérante, avant l'expiration du délai de validité initialement prévu par la présente convention.

#### **Article 5 – Conditions d'utilisation de l'aide**

Le Bénéficiaire de l'aide économique s'engage :

- à utiliser les sommes attribuées par la Métropole TPM conformément à l'objet de la présente convention,
- à faire figurer aux génériques de début et de fin du film, la mention avec « le soutien de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ».
- à informer la Métropole TPM des étapes importantes de la préparation, de la production, de la réalisation, de la postproduction, de l'exploitation, de la diffusion de l'œuvre ainsi que les sélections aux festivals, et les prix et récompenses décernés,
- à associer la Métropole TPM, le cas échéant, à l'organisation d'une avant-première sur le territoire métropolitain,
- à autoriser les agents de la Métropole à assister au tournage dans le respect du plan de travail de l'équipe,
- à remettre à la Métropole TPM le matériel de communication lié au film : des affiches (format papier et numérique en HD), des photos de tournage et des photos du film (format numérique HD), la bande annonce et des extraits du film (format numérique HD),
- à remettre à la Métropole TPM deux BLU-RAY du film (s'il n'existe pas d'édition Blu-Ray, un envoi du film au format numérique HD) pour utilisation éventuelle à des fins non commerciales,
- à libérer les droits non commerciaux d'exploitation/diffusion de l'œuvre de toute opération coordonnée par la Métropole TPM,
- à s'assurer auprès du distributeur de l'application de cette obligation et à obtenir du distributeur un engagement écrit dans ce sens,

Le Bénéficiaire s'engage également à informer la Métropole TPM par écrit, dans les meilleurs délais, de toute modification :

- administrative le concernant (changement de dénomination sociale, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, changement de dirigeant, ...),
- matérielle, financière ou technique du projet soutenu (date de réalisation, budget prévisionnel, ...).

Toute modification de l'objet de l'aide accordée doit être formellement acceptée par la Métropole TPM et doit faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

Cette aide s'inscrit dans le cadre des dispositions du règlement (UE) N° 1407-2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis, prolongé jusqu'au 31/12/2023 par le règlement (UE) N°2020-972 de la Commission européenne du 2 juillet 2020. Le Bénéficiaire déclare sur l'honneur les aides perçues ou à percevoir au titre de ce règlement au moyen de la déclaration ci-jointe (annexe 2). Cette déclaration vise à la vérification du non-dépassement du seuil applicable aux aides relevant du règlement de Minimis.

Conformément à l'article 1611-4 du CGCT, il est interdit au bénéficiaire d'une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention d'attribution conclue entre la Métropole TPM et le Bénéficiaire.

## **Article 6 – Responsabilité de la Métropole TPM**

L'aide financière apportée par la Métropole TPM à cette opération ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable aux tiers ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

## **Article 7 – Modalités de contrôle**

Le Bénéficiaire de l'aide économique peut être soumis au contrôle des agents de la collectivité qui l'a accordée.

A cet effet, la Métropole TPM peut se faire communiquer sur simple demande tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution de l'opération et faire procéder par ses agents à toute vérification sur pièce sur place.

Le Bénéficiaire est tenu de fournir à la Métropole TPM une copie certifiée de ses budgets et de ses comptes des deux derniers exercices écoulés, ainsi que tous les documents faisant connaître les résultats de son activité.

Les comptes sont certifiés par le commissaire aux comptes pour les personnes morales de droit privé qui en sont dotés, par la personne dûment habilitée.



Lorsque la subvention métropolitaine est affectée à une dépense déterminée, le Bénéficiaire doit produire à la Métropole TPM un compte-rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

Ce compte-rendu financier, daté et signé par le représentant légal de la structure, doit être transmis à la Métropole TPM dans les six mois qui suivent la fin du projet, dans le respect du délai de validité de l'aide conformément à l'article 5 de la présente convention.

Le compte-rendu financier est réglementairement constitué d'un tableau des dépenses et des recettes affectées à la réalisation du projet subventionné. Il fait apparaître les écarts éventuels exprimés en euros et en pourcentage constatés entre le budget prévisionnel du projet et les réalisations.

Le compte-rendu financier est accompagné de 2 annexes :

- la première annexe comprend un commentaire sur les écarts constatés entre le budget prévisionnel et la réalisation du projet,
- la seconde annexe comprend une information qualitative décrivant, notamment, la nature des actions entreprises et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet.

#### **Article 8 – Non-respect par le Bénéficiaire des dispositions de la convention ou du règlement financier**

En cas de non-respect :

- du délai de validité prévu par la présente convention, le Bénéficiaire :
- de l'une des dispositions du règlement financier de la Métropole ou si le contrôle des pièces transmises par le Bénéficiaire ou les contrôles sur place effectués par la Métropole TPM la conduisent à constater la non-exécution totale ou partielle de l'opération financée,

le Bénéficiaire :

- ne peut prétendre à un quelconque versement au titre de l'aide économique concernée,
- doit rembourser les sommes indûment perçues.

## **Article 9 - Obligations du bénéficiaire à la protection des données à caractère personnel**

Le bénéficiaire s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, à savoir notamment le règlement (UE) N°2016-679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la loi N°78-17 du 6 janvier 1978, modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas de transfert par le bénéficiaire à la Métropole TPM de données à caractère personnel, celui-ci s'engage :

- à informer préalablement les personnes concernées dudit transfert et de sa finalité,
- à obtenir leur consentement express,
- à transmettre à la Métropole TPM les coordonnées du responsable du traitement des données, et celles de son délégué à la protection des données s'il en a un.

## **Article 10 – Date d'effet et résiliation de la convention**

La présente convention est exécutoire à sa notification par la Métropole TPM au Bénéficiaire de l'aide.

La convention prend fin par le versement du solde de l'aide économique au Bénéficiaire, par la résiliation de la convention à l'initiative du Bénéficiaire renonçant à l'aide ou par la résiliation unilatérale de plein droit par la Métropole TPM en cas de dissolution de la structure ou lorsque les engagements visés par la présente convention ne seraient pas respectés par le Bénéficiaire.

Dans ce dernier cas, cette résiliation prend effet à sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception au Bénéficiaire.

## **Article 11 – Tribunal compétent en cas de litige**

En cas de désaccord entre les la Métropole TPM et le Bénéficiaire de l'aide économique, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Fait en deux (2) exemplaires originaux, à Toulon,

Le

**Pour l'entreprise**

**Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Le Président,**

**Le Président,  
Hubert FALCO**

**Pour être éligibles, les dépenses doivent**

- **Être effectuées sur le territoire métropolitain, comptant les 12 communes suivantes :**
  - Carqueiranne
  - La Crau
  - La garde
  - Hyères et les Iles d'Or (Porquerolles, Port-Cros et Ile du Levant)
  - Ollioules
  - Le Pradet
  - Le Revest-les-Eaux
  - Saint-Mandrier-sur-Mer
  - La Seyne-sur-Mer
  - Six-Fours-les-Plages et l'Île des Embiez
  - Toulon
  - La Valette-du-Var
- **Être directement liées à la production du film aidé,**
- **Être acquittées par le bénéficiaire de la subvention ou par le coproducteur sous réserve qu'il ait fourni le contrat de coproduction afférent.**

Il s'agit des :

**1 – Droits artistiques :**

Droits d'archives audiovisuelles, photographiques et sonores, droits d'auteurs, etc.

**2 – Frais de personnel :**

Salaires et charges liées aux comédiens, techniciens, figurants, auteurs, réalisateurs, conseillers techniques, conseillers artistiques, traducteurs, musiciens, agents, membre de l'équipe de production, etc.

**3 – Décors et costumes :**

Location, construction et éclairage des décors ; location, achat d'accessoires de décor ; location de studios, auditorium ; location ou achat de costumes, postiches, maquillage, etc.

**4 – Frais de régie :**

Location de bureaux, de véhicules, téléphone, frais de documents, dépenses de restauration, d'hébergement, de déplacements, lorsqu'elles sont directement liées à la production et peuvent être rattachées à la période de repérage, de tournage et de post-production du film, etc.

**5 – Moyens techniques :**

Location et achat de tout matériel technique concourant à la fabrication du film (éclairage, montage, prise de vue, machinerie, duplication, sous-titrage, doublage ...), etc.

**6 - Assurances**

**MODELE DE DECLARATION D'AIDE DE MINIMIS PAR UNE ENTREPRISE**

**A imprimer sur le papier en-tête de l'entreprise**

**Objet :** Déclaration des aides placées sous le règlement *de minimis* n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013, modifié par le règlement (UE) n° 2020-972 de la Commission du 2 juillet 2020

Je soussigné (nom, prénom et qualité) représentant de , entreprise unique au sens de la définition figurant à l'article 2.2 du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis*, modifié par le règlement (UE) n° 2020-972 de la Commission du 2 juillet 2020 déclare :

- ☐ n'avoir reçu aucune aide *de minimis*<sup>1</sup> durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration,
- ☐ avoir reçu, ou demandé mais pas encore reçu, les aides *de minimis* listées<sup>2</sup> dans le tableaux ci-dessous, durant les trois derniers exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration.

Les aides *de minimis* sont des aides publiques qui sont octroyées au titre des règlements suivants :

- règlement (CE) n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux **aides *de minimis***,
- règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) aux **aides *de minimis***, modifié par le règlement (UE) n° 2020-972 de la Commission du 2 juillet 2020,
- règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 concernant l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux **aides *de minimis*** dans le secteur de la **pêche et de l'aquaculture**,
- règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux **aides *de minimis*** dans le secteur de l'**agriculture**
- règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du TFUE aux **aides *de minimis*** accordées à des entreprises fournissant des **services d'intérêt économique général (SIEG)**.

<sup>1</sup> Les aides *de minimis* constituent une catégorie particulière d'aides publiques pour les entreprises. Les pouvoirs publics qui allouent des aides *de minimis* ont l'obligation d'informer les entreprises bénéficiaires, du caractère *de minimis* des aides attribuées. Le montant maximum d'aide *de minimis* est de 200 000 € par entreprise sur 3 exercices fiscaux dont celui en cours à la date de signature de la présente déclaration.

<sup>2</sup> Si vous avez reçu une aide *de minimis*, cette aide a dû vous être notifiée par courrier par l'autorité publique attributaire (Etat, collectivités locales, établissements publics, agences...). Vous ne devez donc pas comptabiliser dans ce montant les aides qui ne sont pas allouées au titre du règlement *de minimis*.

Dates d'attribution des aides <i>de minimis</i>	Nom et numéro SIREN de l'entreprise <sup>3</sup>	Type d'aide <i>de minimis</i> (général, agricole, pêche et aquaculture, SIEG)	Montant de l'aide <sup>4</sup> (en euros)
<b>Total A des aides perçues</b>			
Dates de demande de l'aide <i>de minimis</i> si non encore perçue	Nom et numéro SIREN de l'entreprise	Type d'aide <i>de minimis</i> (général, agricole, pêche et aquaculture, SIEG)	Montant de l'aide (en euros)
<b>Total B des aides demandées non perçues</b>			
<b>Total général (A+B)</b>			

(ajouter autant de lignes que nécessaire)

L'entreprise sollicitant l'aide a-t-elle réalisé, au cours des trois derniers exercices fiscaux, dont celui en cours :

- ☐ Une fusion ou une acquisition d'une autre entreprise ?
- ☐ Une scission en deux ou plusieurs entreprises distinctes ?

Date et signature (Indiquer le nom et la qualité du signataire)

<sup>3</sup> Le numéro SIREN est le seul sous lequel les aides *de minimis* peuvent être comptabilisées dans la limite du plafond de 200 000 €. Il n'est pas possible de disposer d'autant de plafonds de 200 000 € qu'il y a d'établissements donc de numéro SIRET au sein d'une même entreprise. Par ailleurs, si votre entreprise relève de la définition « d'entreprise unique » (cf. ci-dessous), vous disposez d'un seul plafond d'aide *de minimis* de 200 000 € commun à l'ensemble des entreprises assimilées à une seule et même « entreprise unique ». Si votre entreprise relève de ce cas, il faut absolument vérifier que votre déclaration comptabilise bien l'ensemble des aides *de minimis* versées à toutes les entreprises composant l'entreprise unique. La présente déclaration prévoit donc que pour chaque aide *de minimis* perçue soit indiqué le numéro SIREN de l'entreprise qui l'a reçue au sein de l'entreprise unique.

Définition d'une « entreprise unique » : une entreprise unique se compose de toutes les entreprises qui entretiennent entre elles au moins l'un des quatre liens suivants :

- une entreprise a la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés d'une autre entreprise, ou
- une entreprise a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise, ou
- une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre entreprise en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou en vertu d'une clause des statuts de celle-ci, ou

une entreprise actionnaire ou associée d'une autre entreprise contrôle seule, en vertu d'un accord conclu avec d'autres actionnaires ou associés de cette entreprise, la majorité des droits de vote des actionnaires ou associés de celle-ci.

<sup>4</sup> Dans le cas de prêts, garanties ou avances remboursables, indiquer l'équivalent-subvention brut (ESB) qui vous a été communiqué lors de l'attribution de l'aide.